LOI N°2015-009 FIXANT CERTAINES MODALITES DE L'EXERCICE DU DROIT DE GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS

Article premier : La présente loi a pour objet de préciser certaines modalités de l'exercice du droit de grève dans les services publics.

Article 2 : Lorsque des fonctionnaires ou agents contractuels non soumis à un statut leur interdisant le droit de grève font usage de ce droit, la cessation concernée du travail doit être précédée d'un préavis.

Article 3 : Le préavis émane d'une organisation syndicale parmi les plus représentatives du corps de fonctionnaire concerné.

Le même préavis peut émaner des syndicats reconnus jusqu'à l'organisation et la publication des résultats des élections professionnelles des travailleurs.

Il précise les motifs du recours à la grève, le lieu de la grève, l'heure du début ainsi que la durée limitée ou non de la grève envisagée.

Le préavis doit parvenir 30 jours avant le déclenchement de la grève au ministre chargé de la gestion du secteur concerné qui en informe le Ministre chargé de la Fonction Publique et du Travail.

Article 4 : Tout arrêt de travail non fondé sur des motifs professionnels ou affectant par échelonnements successifs ou par roulement concerté les divers secteurs ou les diverses catégories professionnelles d'un même établissement ou service est interdit.

Article 5 : Les personnels qui se mettent en grève doivent évacuer les locaux et ne pas porter atteinte à la liberté du travail.

En aucun cas, l'exercice du droit de grève ne peut s'accompagner d'occupation des lieux de service ou de leurs abords immédiats, sous peine des sanctions pénales prévues à l'article 5 de la loi n°70-029 du 23 Janvier 1970 sur les réquisitions, sans préjudice des sanctions disciplinaires susceptibles d'être prononcées selon la procédure définie à l'article 6 ci – dessous.

Article 6 : En cas de cessation concertée du travail, l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens, les liaisons et communications indispensables à l'action du gouvernement, des circonscriptions administratives ainsi que la continuité du service public nécessaires aux besoins essentiels du pays dans les domaines sanitaires, économiques et social sont sauvegardés par l'institution du service minimal.

Article 7 : Un décret pris en conseil des Ministres fixe la liste des services, des emplois et les catégories de personnels strictement indispensables à l'exécution de ce service minimal et désigne les autorités administratives responsables de la mise en œuvre de l'article 6 ci – dessus. [251]

Article 8 : Toute personne qui ne défère pas à un ordre d'exécution du service minimal, qui abandonne la tâche qui lui est assignée ou qui, sciemment, se soustrait ou tente de soustraire à l'exécution de cette tâche, pourra faire l'objet des sanctions, en dehors des garanties disciplinaires.

Article 9 : Par suite d'une cessation concertée du travail, l'absence de service fait donne lieu à une

retenue du traitement ou du salaire et de ses compléments autres que les suppléments pour charges de famille, dans les conditions prévues à l'article 21 de la loi n°93-09 du 18 Janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat.

Les retenues sont opérées en fonction des durées d'absence constatées.

Toutefois, quel que soit le mode de rémunération, la cessation du travail pendant une durée inférieure à une journée de travail donne lieu à une retenue égale à la rémunération afférente à cette journée.

Article 10 : Quiconque a encouragé ou organisé un arrêt de travail en violation, des dispositions de la présente loi est responsable du dommage causé aux usagers des services publics concernés. La juridiction civile de droit commun est seule compétente pour connaître de toutes actions en responsabilité relative à ces faits. L'action se prescrit par trois ans à partir de la date de la reprise régulière du service.

Article 11 : Si la grève porte gravement atteinte à l'ordre public, les personnels visés à l'article 1er de la présente loi pourront être requis dans les conditions prévues par la loi.

Article 12 : Les infractions aux dispositions de la présente loi, autres que celles prévues aux articles 5 et 8, sont passibles des sanctions disciplinaires du 2ème groupe qui peuvent être prise à l'encontre des fonctionnaires, en vertu des dispositions de l'article 75 de la loi n°93-09 du 18 Janvier 1993 portant statut général des fonctionnaires et agents contractuels de l'Etat, ou, le cas échéant, des sanctions prévues à l'encontre des agents contractuels, en vertu des dispositions de l'article 123 de la même loi.

Article 13 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de la loi n°71-207 du 5 août 1971 relative à l'exercice du droit de grève des fonctionnaires.

Article 14 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.